"Un contrat d'apprentissage sur deux débouche sur une embauche"

Propos recueillis par Isabelle Hennebelle - 14/01/2010 17:10:00

Encore mal perçue, paré de vieux clichés d'un autre âge, l'apprentissage est pourtant une voie d'accès efficace au marché de l'emploi, rappelle Christian P. Gury, qui vient de publier "L'apprentissage, une autre manière de réussir" (Bourin Editeur).

Dans votre nouvel ouvrage, vous battez en brèche nombre d'idées reçues. Et notamment, qu'en apprentissage, on ne prépare pas que des CAP mais aussi des masters...

Oui, l'apprentissage en France, depuis les lois "Seguin" de 1987, n'est plus réservé aux formations artisanales traditionnelles mais est ouvert à tous les diplômes y compris ceux du supérieur. Au Centre de Formation d'Apprenti de l'Université Pierre et Marie Curie (Paris VI), que j'ai dirigé pendant sept ans, on peut y préparer, non seulement des DUT, des licences professionnelles, mais également des ingénieurs et des Masters et ce, depuis 1991. L'université Paris VI était à l'époque novatrice, mais depuis toutes les facultés s'y sont mises. Cette année, l'université de Versailles Saint-Quentin compte plus de 1200 apprentis. De nombreuses écoles d'ingénieurs, sous l'impulsion, en particulier, du Groupement des industries métallurgiques, ont aussi emboîté le pas. Et au moins deux grandes écoles d'ingénieurs, parmi les plus prestigieuses, s'appêtent à ouvrir des sections spécifiques. Côté grandes écoles de commerce, l'Essec, l'Edhec et d'autres s'y sont mises.

Les étudiants pensent encore trop souvent qu'un diplôme obtenu par l'apprentissage est moins valorisé par les entreprises qu'un cursus « classique ». Est-ce votre point de vue ?

C'est totalement faux. A l'heure de la crise, plus que jamais, les entreprises veulent des salariés opérationnels immédiatement. Un jeune diplômé classique peut rarement justifier d'un à trois ans d'expérience en entreprise, ce qui est le cas, en revanche, pour un apprenti. En moyenne 50% des contrats d'apprentissage se poursuivent par une embauche au sein de la même entreprise. Et sur les 50% restant, la moitié des séparations est due à l'apprenti qui a trouvé de meilleures conditions ailleurs.

Côté rémunération, qu'en est-il ? L'idée reçue est que l'apprentissage permet surtout aux entreprises d'exploiter une main d'oeuvre bon marché.

Je préfère dire qu'il permet, notamment, aux étudiants modestes de financer leurs études ! Bien sûr, le salaire des apprentis n'est pas très élevé. Encadré par la loi, il est aux environs de 60% à 80% du Smic, mais il ne faut pas oublier que l'apprenti n'est présent en entreprise qu'à mi-temps. C'est donc une façon de toucher une rémunération équivalente à celle d'un petit boulot tout en mettant en pratique en entreprise leurs acquis théoriques.

"Relancer l'apprentissage en France : mes 4 propositions d'action" par Christian P. Gury

Le constat : Les lois ouvrant l'apprentissage à tous les niveaux de diplômes datent en France de 1987. Cependant, ce modèle reste boudé par le grand public. .

Les 4 propositions

La création d'un ministère spécifique soit créé pour qu'enfin le grand public puisse croire dans les bonnes intentions de nos élus vis-à-vis de ce système.

La simplification des procédures en particulier vis-à-vis des entreprises.

La simplification des systèmes de décision pour les CFA et la délégation au plus près du terrain du pilotage des activités.

La refonte du système de la taxe d'apprentissage.

La mise en place d'outils simples à l'échelle nationale pour aider les jeunes, les parents et les entreprises comme la création d'un annuaire des formations, la création d'un site d'offres d'emplois spécialisé, sur le modèle de www.franceapprentissage.fr